

Épuisement des fonds de l'AFDAS : symptôme d'une extinction du spectacle vivant ?

Entamée depuis trois ans par les gouvernements successifs, la destruction politique de l'économie de la culture subventionnée en France a pour conséquence de mettre en péril jusqu'au droit à se former des travailleuses de la culture.

Depuis mi-octobre, l'AFDAS (Assurance Formation Des Activités du Spectacle) ne finance plus les formations des artistes-auteurices, des intermittent•es du spectacle et de l'audiovisuel et des journalistes pigistes. C'est la première fois que cela arrive, depuis la création de ce fonds de formation (1971), financé notamment par les cotisations des travailleur.ses de la culture lors des embauches.

Cet arrêt des financements fait suite à une forte augmentation des demandes de prise en charge, notamment des intermittent•es. En effet, beaucoup sont contraint•es de trouver des formations rapidement, pour renouveler leur droit à l'assurance chômage ou pour se réorienter professionnellement. La plupart des formations AFDAS peuvent être comptabilisées dans les heures nécessaires au renouvellement des droits à l'intermittence. Actuellement, la période de coupes budgétaires et de précarisation exponentielle du secteur culturel, fait que les opportunités de travail sont de plus en plus rare : en toute logique le recours aux formations AFDAS augmente. L'épuisement des ses fonds avait déjà été constaté depuis le 15 juillet 2025, où

les délais de carence entre deux formations avaient été rallongés, amoindrissant déjà les droits des travailleuses à se former.

Nous rappelons que toutes les travailleuses, de tous les secteurs, ont le droit à la formation : les différentes caisses sociales et les droits conquis le permettent. Par ailleurs, le droit du travail le protège et oblige les entreprises à le respecter.

Les travailleuses de la culture indépendant•es, (artistes-auteurices, intermittent.e.s du spectacle, journalistes pigistes) perdent aujourd'hui un droit social essentiel à l'écosystème du monde du travail !

En effet, l'AFDAS a annoncé un arrêt total des prises en charge d'un trimestre complet, pour un retour des financements pour le 15 janvier 2026. Un report massif de nombreuses formations prédit déjà un embouteillage pour les demandes de prise en charge à venir.

Trois mois donc, où des travailleuses déjà précarisé•es par les politiques publiques ne pourront pas se former ; un quart de l'année où leur droit à la formation n'est plus assuré !

De plus, les coupes brutales dans les budgets culturels au niveau ministériel comme dans de nombreuses collectivités locales (régions, départements, communes), le gel puis la réduction des deux tiers de la part collective du Pass Culture, la déliquescence du FONPEPS, ont eu pour conséquence la destruction de nombreux emplois dans le secteur, faisant automatiquement chuter les cotisations versées à l'AFDAS.

Si l'AFDAS revient, rien ne semble être mis en place pour éviter un nouvel arrêt et garantir la pérennité des fonds ; au contraire, tout semble indiquer que son financement n'est plus tenable. Sans emploi, il n'y a pas de cotisations ; sans cotisations, il n'y a plus de fonds pour financer les formations.

Un cercle vicieux donc, qui ne pourra être enraillé que par un soutien politique et économique au service public de la culture.

Le Projet de Loi de Financement 2026 présenté par M. Lecomte annonce plus de 200 millions d'euros de nouvelles coupes budgétaires dans le secteur : de quoi entretenir encore la casse sociale dont souffre déjà l'ensemble des travailleuses de la culture.

- Nous revendiquons le droit de toutes les travailleuses et tous les travailleurs à un accès à la formation ;
- Nous exigeons que soient prises en charge toutes les formations adressées à l'AFDAS ;
- Nous demandons la fin de la politique d'austérité qui touche les services publics en général, et le service public de la culture en particulier ;
- Nous revendiquons des budgets ambitieux et répondant aux besoins des travailleuses de la culture ;
- Nous luttons pour une culture accessible à tous et toutes, populaire, ouverte et gratuite pour les usager•ères ;
- Nous appelons les équipes à faire remonter leurs mécontentements et leurs inquiétudes. Dans le cadre du mouvement en cours, nous appelons aussi à mettre en discussion les enjeux d'accès aux droits sociaux.